



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.6/1997/L.12
17 mars 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
Quarante et unième session
10-21 mars 1997
Point 3 c) de l'ordre du jour

SUIVI DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES
FEMMES : RÉALISATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES
ET MESURES À PRENDRE DANS LES DOMAINES CRITIQUES

Projet de conclusions concertées présenté par la Vice-
Présidente de la Commission, Mme Eva Hildrum (Norvège),
sur les domaines critiques

1. Les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé devraient adopter une approche concertée, systématique et à plusieurs volets pour accélérer la pleine participation des femmes à la prise de décisions économiques et pour assurer l'intégration d'une perspective sexospécifique à tous les niveaux.
2. Les gouvernements devraient promouvoir et appuyer l'élimination de préjugés dans le système éducatif, et prendre des mesures pour élargir l'accès des femmes aux carrières et domaines d'études de leur choix, y compris dans les secteurs techniques et autres secteurs de croissance.
3. Les gouvernements devraient veiller, notamment, à ce que les politiques macro-économiques soient sexospécifiques et favorables aux petites et moyennes entreprises. Les règlements et dispositifs administratifs au niveau local devraient être favorables aux femmes chefs d'entreprise.
4. Il faudrait suivre l'application des plans de micro-crédit pour en évaluer l'efficacité pour ce qui est de leur effet sur la productivité des femmes, leur capacité de gain et leur intégration à l'économie.
5. Les gouvernements devraient veiller à ce que les conditions de garantie soient souples, afin de permettre aux femmes, en particulier les femmes pauvres et les femmes des zones rurales, d'accéder au crédit; ils devraient aussi encourager les plans d'épargne traditionnels et les banques et coopératives de femmes.

6. Les banques et les organisations non gouvernementales qui fournissent des services de formation devraient se concentrer sur le renforcement des institutions et les activités de sensibilisation, ainsi que sur l'amélioration et le perfectionnement des compétences techniques, notamment en matière d'affaires et de gestion. Il conviendrait de promouvoir les techniques traditionnelles et locales, de même que les produits fondés sur les connaissances des femmes.

7. Les gouvernements devraient fournir des stimulants aux entreprises appartenant à des femmes dans les industries environnementales, les industries basées sur les ressources naturelles et les industries d'exportation comme lien entre le développement durable et la dépaupérisation.

8. Les gouvernements devraient veiller à la promotion et à l'exercice des droits économiques des femmes rurales en facilitant l'accès de ces dernières aux ressources économiques, y compris les terres, les droits de propriété et le crédit.

9. Les femmes directrices et chefs d'entreprise devraient être sensibles aux besoins d'autres femmes en tant qu'actionnaires, employées et consommatrices; leur servir d'exemple; et faire entendre leur voix là où se prennent les décisions économiques stratégiques.

10. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organisations de femmes devraient mettre au point des stimulants à l'intention des femmes chefs d'entreprise exceptionnelles.

11. Les femmes chefs d'entreprise devraient créer des réseaux et en étendre la portée aux niveaux régional et international.

12. Les gouvernements et le secteur privé devraient mettre au point un ensemble de services à l'intention des femmes chefs d'entreprise (services techniques, informations sur les marchés, formation, crédit, etc.).

13. Pour obtenir une masse critique dans la participation des femmes à la prise de décisions au niveau le plus élevé, les gouvernements devraient mettre en oeuvre des lois contre la discrimination et en suivre l'application, et les services publics et le secteur privé devraient respecter ces lois et modifier la culture d'entreprise. Il faudrait mettre au point des manuels didactiques sur la sensibilisation aux questions sexospécifiques, ainsi que des systèmes de contrôle. Les gouvernements devraient également mettre en place des procédures objectives et transparentes pour le recrutement, la planification des carrières et les systèmes de contrôle.

14. Les syndicats et les organisations non gouvernementales devraient suivre et faire connaître les entreprises et organisations qui prennent des initiatives en faveur de la promotion de la femme et leur rendre hommage, et devraient aussi publier des informations sur les sociétés qui violent les lois contre la discrimination.

15. Les gouvernements, les syndicats et le secteur privé devraient mettre au point et utiliser des outils analytiques pour comparer les salaires dans les

/...

occupations où il y a une majorité de femmes et celles où il y a une majorité d'hommes, et se concentrer en particulier sur les salaires minimums dans les industries à bas salaires.

16. Les gouvernements devraient élaborer et mettre en oeuvre des mesures juridiques et administratives en vue de faciliter la conciliation du travail et de la vie familiale, en ce qui concerne par exemple le congé parental et des horaires de travail souples pour les hommes et les femmes.

17. Les gouvernements devraient ratifier la nouvelle convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les travailleurs à domicile.

18. Les gouvernements et les employeurs devraient assurer la protection des femmes migrantes, les droits des travailleurs et empêcher la traite des femmes et des enfants.

19. Les gouvernements devraient surveiller les politiques des sociétés transnationales en matière de possibilités égales et leurs pratiques en matière d'emploi.

20. Les femmes devraient identifier et appuyer les sociétés soucieuses des femmes et les entreprises socialement responsables en effectuant des investissements et en utilisant leurs services ou produits.

21. Le travail non rémunéré dans le cadre du ménage et dans l'agriculture, ainsi que le travail bénévole, devraient être mesurés et une valeur devrait leur être attribuée en utilisant des méthodes améliorées comprenant des enquêtes sur les budgets-temps, et les organisations internationales et les établissements de recherche devraient fournir une assistance technique aux pays en développement en vue d'évaluer le travail non rémunéré des femmes et de le mettre en évidence.

22. Des politiques macro-économiques et des politiques d'ajustement structurel devraient être formulées et suivies en tenant dûment compte des considérations sexospécifiques afin de susciter des effets positifs pour les femmes et les hommes en tirant parti des recherches ayant trait aux incidences des politiques macro-économiques et micro-économiques sur les hommes et les femmes.

23. Il convient d'assurer une meilleure coordination et un meilleur dialogue, à tous les niveaux, entre les institutions de Bretton Woods et l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'entre le système des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce, afin d'assurer l'efficacité de leurs programmes en faveur des femmes.

24. Les gouvernements et les institutions financières internationales devraient réévaluer les politiques de libéralisation et en évaluer l'impact sur les femmes.

25. Les gouvernements devraient veiller à proposer la candidature d'une masse critique de femmes qui siègeraient dans les organes directeurs du système des Nations Unies chargés de l'élaboration des politiques dans le domaine des finances, du développement économique, des échanges et du commerce (par exemple, la Cinquième Commission et la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le

/...

Conseil économique et social, le Conseil du commerce et du développement, le Conseil du développement industriel et l'organe directeur de l'Organisation mondiale du commerce).

26. La Division de la promotion de la femme devrait entreprendre de nouvelles recherches sur l'élaboration d'une série d'études de "cas commerciaux" convaincants, qui montrent les avantages liés à la participation des femmes aux postes de direction et, inversement, les coûts liés à leur exclusion.

27. Il convient d'examiner de façon plus approfondie des questions telles que l'impact de l'ajustement structurel sur les femmes, questions qui pourraient être abordées dans le contexte du débat du rapport du Secrétaire général sur la mobilisation des femmes dans le cadre du développement, qui doit être examinée par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session.
